

Conjoncture agricole ligérienne

Juin 2025

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Le contexte global de l'agriculture ligérienne continue d'être animé par de multiples facteurs à commencer par l'instabilité politique qui pèse tant sur la scène internationale que dans la vie politique française. Le contexte géopolitique international, déjà dense, s'est encore un peu plus complexifié avec la volonté américaine de taxer ses partenaires commerciaux sur fond de multiples volte-faces du président américain. Il a récemment mis la pression sur l'UE en la menaçant de nouveaux droits de douane de 50 %. Si elle se confirmait, cette escalade tarifaire, pourrait particulièrement concerner certains produits laitiers (beurre, fromages), le jambon, la viande porcine congelée et d'autres produits dont les vins. La ratification récente d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur nécessite également la plus grande vigilance du monde agricole pour en limiter l'impact, voire empêcher sa mise en œuvre. Toujours au plan européen, un nouveau cycle de négociation du prochain budget européen (2028-34) et de réforme de la PAC a été lancé en février dernier. Les décisions prises d'ici la fin de l'année 2027 seront déterminantes pour l'agriculture ligérienne. L'adversité des conditions climatiques se renforce. Après les excès de pluviométrie de l'hiver 2024-25, le printemps a été particulièrement sec et les pluies se font attendre pour assurer un bon développement végétatif des cultures. Le risque sanitaire, devenu omniprésent, concerne désormais la quasi-totalité des productions. Il pénalise les filières bovine et ovine depuis quelques mois.

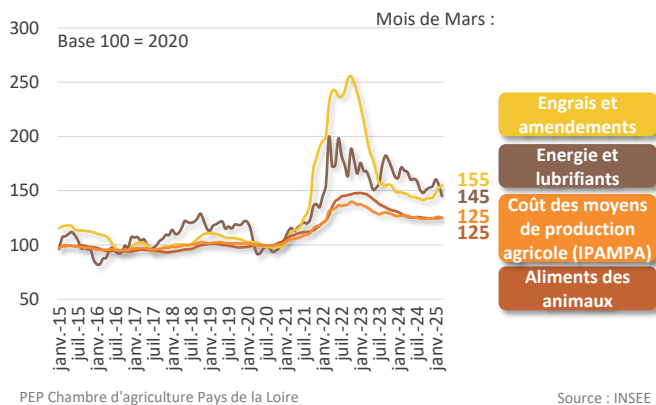
L'élevage ligérien continue de faire preuve de résilience dans cet environnement instable et aux enjeux multiples. La pression sanitaire (FCO et MHE) s'accroît sur les cheptels bovins et freine la reprise de la production de **lait de vache**, tant au niveau national que ligérien. L'**engraissement de jeunes bovins** s'inscrit dans une dynamique positive, portée par une conjoncture favorable, mais les naissances sont impactées par le contexte sanitaire sur fond de recul du cheptel reproducteur. Les productions nationale et ligérienne de **volailles de chair** poursuivent leur reprise depuis la crise de 2022 dans un contexte de demande intérieure soutenue. Mais la dépendance de la consommation nationale de poulet aux importations s'accroît. Le marché des **œufs de consommation** bénéficie également d'un contexte de demande dynamique face à une filière encore en transition vers la production d'œufs alternatifs. En **filière porcine**, la production de porcs charcutiers se stabilise dans un contexte de marché national équilibré. La collecte régionale de **lait de chèvre** s'est par contre repliée depuis le début de l'année et la **filière ovine** bénéficie d'une conjoncture de prix historique face au recul des disponibilités. En **filière cunicole**, le recul de la consommation de viande de lapin a ralenti après plusieurs années de baisse importante.

Le contexte géopolitique et la prochaine récolte pèsent sur les marchés des **grandes cultures**, mais en période de « Weather Market », ils seront sensibles à toute adversité climatique. Les conditions climatiques du début de l'année ont impacté la qualité de certains **légumes**. En **viticulture**, le potentiel de production risque d'être limité en 2025. La **filière arboricole** (pommes et poires) bénéficie de conditions climatiques et de prix plus favorables. En **horticulture et pépinière**, les consommateurs sont toujours présents, mais les volumes achetés reculent.



INTRANTS : BAISSSE GLOBALE DU PRIX DES INTRANTS, MAIS HAUSSE DES ENGRAIS

Coût des moyens de production par poste



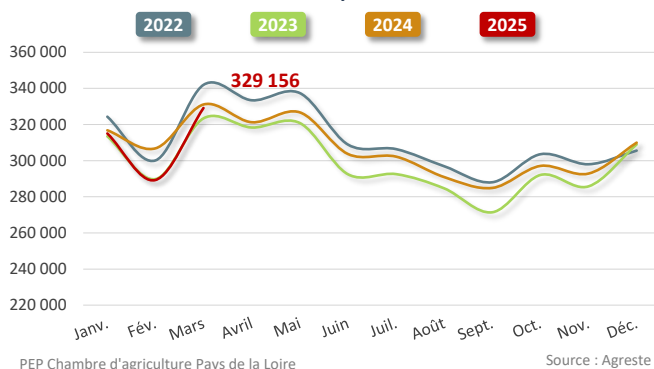
En mars 2025, le prix d'achat des intrants pour l'activité agricole poursuit sa baisse sur un mois

(-0,5 %) et sur un an (-1,9 %). Cette tendance est observée pour l'ensemble des orientations de production agricole. Parmi les principaux postes, les prix de l'énergie et de l'alimentation animale continuent de se replier, mais celui des engrais progresse. Après deux années de baisse continue jusqu'à janvier 2025, le prix des engrais connaît une accélération depuis février, tout en demeurant en net recul par rapport à mars 2023 (-22,4 %). Le prix de l'énergie se replie nettement en mars 2025 (-6,4 %) tiré par le recul des carburants et notamment du gazole non routier (près de -10 %). Le prix de l'électricité poursuit également sa baisse après un réajustement de -12,6 % en février.



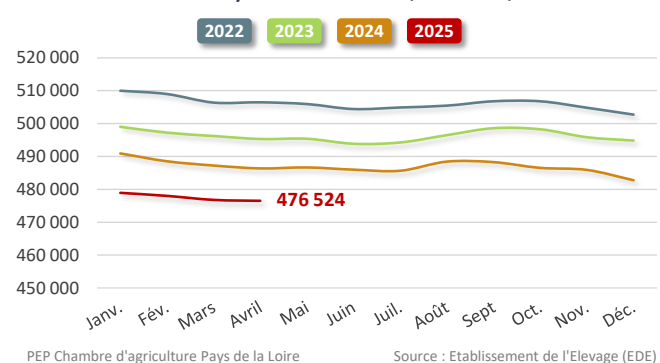
LAIT DE VACHE : UN CONTEXTE DE PRIX FAVORABLE

Evolution mensuelle des livraisons de lait de vache en Pays de la Loire (1 000 L)



La collecte française de lait de vache a reculé de -1,8 % au cours du premier trimestre par rapport à 2024, mais elle se stabilise sur les douze derniers mois (-0,4 %). Cette moyenne nationale masque des dynamiques régionales divergentes. L'Ouest se démarque par une progression de l'ordre de +1,5 % sur douze mois glissants (d'avril 2024 à mars 2025). A l'exception de l'Occitanie (+1,2 %) et de la région Auvergne-Rhône-Alpes (stabilité), les autres territoires français connaissent des baisses assez marquées. Le cheptel national de vaches laitières recule de -2,2 % au 1^{er} avril comparé à 2024 dans un double contexte de restructuration des exploitations laitières et de pression sanitaire (FCO et MHE). En Pays de la

Evolution des effectifs de vaches laitières en Pays de la Loire (en têtes)



Loire, au 30 avril 2025, le repli du nombre de livreurs (-4,0 %) et celui du cheptel de vaches laitières (-2,0 %) s'inscrivent dans la tendance nationale. La collecte de lait biologique y connaît un repli significatif, de l'ordre de -7 %, sur le premier trimestre par rapport à 2024.

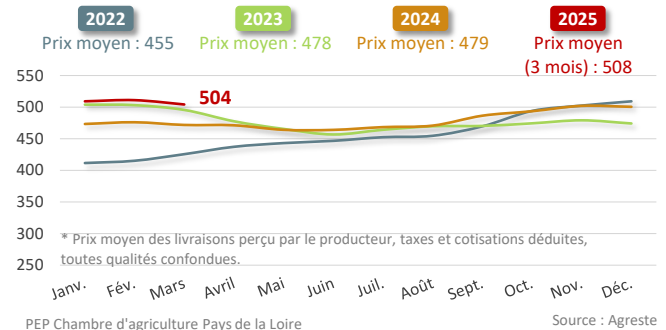
La collecte européenne s'infléchit légèrement sur les trois premiers mois de l'année (-0,8 % par rapport à 2024), mais à l'échelle mondiale, la production des cinq grands bassins laitiers exportateurs progresse de +0,5 % sous l'impulsion de l'Argentine, des Etats-Unis et de la Nouvelle-Zélande (stabilité en Australie). Dans un contexte de rebond de la demande chinoise, les échanges mondiaux de beurre et de fromages ont été dynamiques au cours du premier

trimestre, mais demeurent atones pour les poudres de lait.

Sur le marché français, le rythme des exportations a fléchi ces derniers mois du fait d'un retour à la normale des exportations de crème vrac et de beurre vrac. Mais en cumul sur douze mois glissants (d'avril 2024 à mars 2025), les exportations françaises progressent de +2,7 % en équivalent lait. Les achats des ménages se maintiennent : repli structurel du lait de consommation et recul des matières grasses, mais dynamisme en fromages et ultra-frais. Dans ce contexte, la conjoncture laitière est plutôt favorable avec une progression moyenne du prix du lait conventionnel payé au producteur (toutes qualités confondues) de +7,2 % au cours du

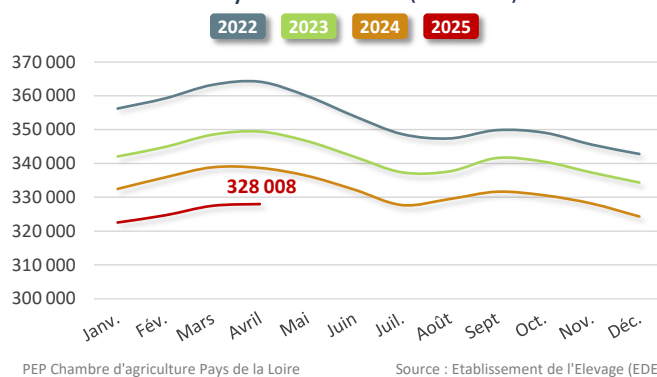
premier trimestre par rapport à 2024 et de +3,4 % sur douze mois glissant d'avril 2024 à mars 2025 (504 euros/1 000 litres en mars dernier).

Evolution mensuelle du prix* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)



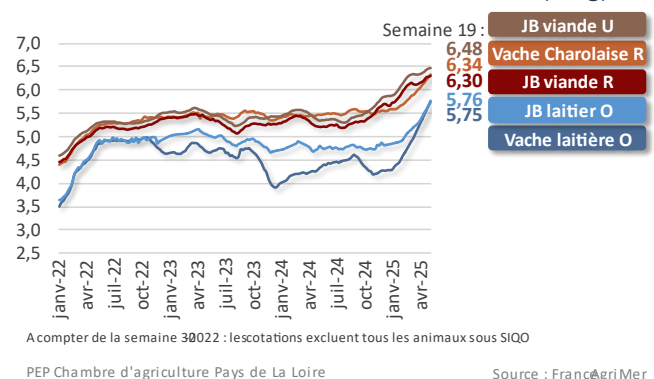
VIANDE BOVINE : LE RAPPORT OFFRE – DEMANDE SOUTIENT LES PRIX

Evolution des effectifs de vaches allaitantes en Pays de la Loire (en têtes)



Le repli du cheptel français de vaches se poursuit. Au 1^{er} avril, le nombre de vaches allaitantes reculait de -2,5 % par rapport à 2024 et celui des vaches laitières de -2,2 %. En Pays de la Loire, la baisse du cheptel reproducteur allaitant est plus importante (-3,2 % au 30 avril 2025). La pression sanitaire (FCO et MHE) impacte fortement les troupeaux avec une mortalité plus élevée sur les vaches et sur les veaux, dans le cheptel allaitant comme laitier. Dans ce contexte, les cours des vaches allaitantes poursuivent leur progression face à la raréfaction de l'offre de viande de réformes tant sur le marché européen que français : la cotation de la vache R s'élève à 6,34 euros/kg en semaine 19 (+16 % sur un an). Les cours des vaches laitières suivent la même

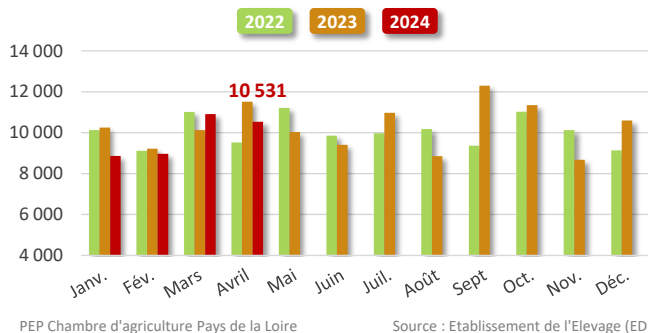
Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



tendance en raison de la conjoncture laitière qui ralentit les sorties de réformes : la cotation de la vache O s'élève à 5,75 euros/kg en semaine 19 (+32,5 % sur un an).

La situation de tension sur l'offre est similaire sur le marché des jeunes bovins. La production européenne recule face à une demande dynamique et sur le pourtour méditerranéen (Maghreb, Balkans). Les abattages de jeunes bovins poursuivent leur repli à l'échelle nationale, mais continuent de se conforter en Pays de la Loire depuis le début de la campagne. Dans ce contexte, la cotation du jeune bovin U s'élève à 6,48 euros/kg en semaine 19, en hausse de +21,5 % sur un an.

Evolution des sorties boucherie de bovins mâles viande (12 à 24 mois) en Pays de la Loire (en têtes)



La consommation de viande bovine calculée par bilan s'est repliée de l'ordre de -3 % au cours du premier trimestre (contre -1,9 % sur l'ensemble de l'année 2024). Cette accélération s'expliquerait selon l'Idèle par le manque de disponibilités dans un contexte de recul des abattages, de baisse des importations (-3 % sur le premier trimestre par rapport à 2024) et de dynamique des exportations (+2 %) portées par

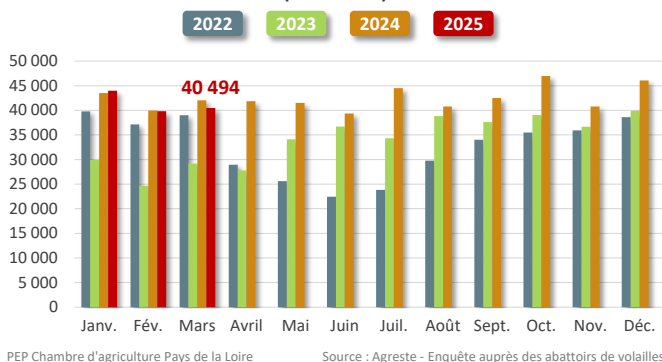
la demande européenne et des Pays tiers de viande de jeunes bovins.

Sur le marché du maigre, le recul des naissances (initié au cours de l'automne 2024) s'est poursuivi sur le début de l'année 2025. Cette limitation de l'offre face à une demande soutenue à l'export porte les prix des brouards à des niveaux toujours plus élevés et jamais rencontrés jusqu'à présent. Sur le marché des veaux de boucherie, le bon niveau de la demande et l'insuffisance de l'offre ont également porté les prix des veaux de boucherie à des niveaux records à l'échelle européenne avant d'amorcer tardivement leur baisse saisonnière. Elle n'a été initiée qu'au cours de la semaine 19 en France où la demande a été dynamique au cours du printemps. Les abattages français de veaux de boucherie connaissent un repli similaire à ses voisins européens, ce notamment en raison de la concurrence de l'engraissement de jeunes bovins sur l'approvisionnement de veaux d'élevage.



VOLAILLE DE CHAIR : UNE CONSOMMATION DE POULET TOUJOURS PLUS DYNAMIQUE

Abattages de volailles en Pays de la Loire (tonnes)



La production de volailles françaises a été très dynamique sur les trois premiers mois de 2025. Ce dynamisme repose principalement sur la production de poulet (+4,3 % en volume). A l'inverse, les abattages de dindes, de pintades et de canards ralentissent.

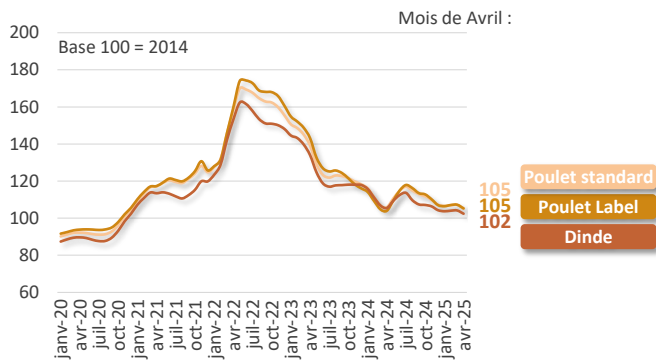
La production de volaille de chair en Pays de la Loire est stable par rapport à 2024. Les abattages de poulet sont en hausse de +4 % sur le premier trimestre 2025 (179 742 tec). En revanche,

comme au niveau national, les abattages de dindes, canards et pintades sont inférieurs à ceux de 2024.

Sur ce début d'année 2025, une tension sur la production d'œufs à couvrir et donc sur la disponibilité de poussins, en France et dans toute l'Europe, provoque l'augmentation du coût des mises en place de poussins. La diminution de la prise en charge par l'Etat du vaccin contre l'IAHP pourrait aussi peser sur la compétitivité de la volaille française alors même que la vaccination semble être un rempart efficace contre l'épidémie. La France est depuis le 7 mai à un niveau de risque négligeable tandis que 133 foyers ont été détecté dans le reste de l'Europe entre le 1^{er} janvier et le 9 mars 2025 (plus de 2,5 millions de volailles en Pologne et plus de 2 millions en Italie).

L'inflexion du coût des matières premières végétales et de l'énergie permet par ailleurs une baisse de l'indice ITAVI qui revient à son niveau de fin 2020.

Coût des matières premières de l'aliment volaille



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAVI

S'agissant de la consommation, le signal est très positif : +4,2 % sur janvier et février comparé à 2024. La volaille, viande la plus consommée en France en 2024 dont 80 % de poulet, rassemble beaucoup d'atouts pour le consommateur : viande multiculturelle, aux qualités nutritives reconnues, compétitive, à faible émission carbone lorsqu'elle est d'origine française et à la praticité adaptée au snacking et à la RHD.

Pour répondre à cette demande croissante, l'interprofession de la volaille de chair s'accorde sur l'objectif de 400 poulaillers de volailles de chair supplémentaires d'ici cinq ans.

Concernant les échanges, la conjoncture est moins favorable. En cumul sur janvier et février 2025, le solde des échanges français de viande de volailles s'est à nouveau dégradé de 41 millions d'euros supplémentaires par rapport à 2024. Autres sources d'inquiétudes pour la filière volailles de chair : l'accord commercial du Mercosur et l'arrivée d'un groupe ukrainien en Europe. En cas d'accord commercial entre l'Europe et les Pays du Mercosur, ce sont 180 000 tonnes de volailles supplémentaires qui menacent d'arriver sur le marché européen. La participation majoritaire du groupe agroalimentaire ukrainien MHE au capital social de la société espagnole Uvesa peut également perturber l'équilibre du marché européen.

De plus, le contexte géopolitique complexe et instable inquiète les acteurs de la génétique volaille qui se trouve majoritairement en Pays de la Loire. En effet, pour être rentable, la filière de la génétique a besoin de ces marchés à l'export dont font partie les Etats-Unis. Toutefois, la situation pourrait s'améliorer grâce à l'accord mis en place entre la France et la Chine pour l'exportation de volaille (chair et génétique) en cas de grippe aviaire.

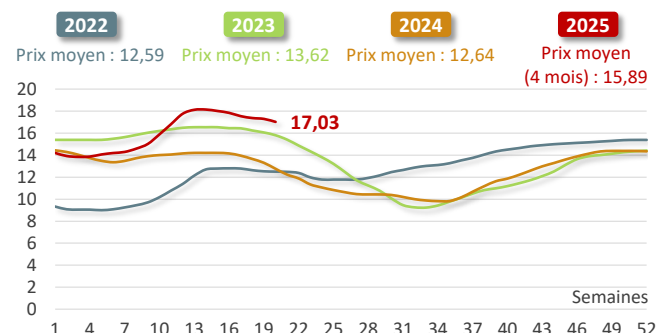


ŒUFS DE CONSOMMATION : UNE CONSOMMATION DYNAMIQUE, DES PRIX QUI SE MAINTIENNENT ET UNE FILIÈRE QUI POURSUIT SA MUTATION

Les achats d'œufs pour la consommation à domicile se stabilisent (+0,9 % en janvier-février par rapport à 2024). Cette protéine trouve facilement son public en 2025 : protéine animale bon marché, multiculturelle, convient au régime végétarien, intérêt sur l'aspect santé.

La demande se renforce en œufs au sol (+17,6 % sur la même période). Ces derniers bénéficient du report des consommateurs d'œufs en cage vers les œufs au sol. Les œufs en cage sont surtout utilisés dans les ovoproduits de la RHD. La reprise des achats d'œufs biologiques entamée fin 2024 se confirme (+4,2 % en janvier-février). La tension est telle que certains distributeurs envisagent de commercialiser à nouveau des œufs de consommation origine UE.

Cotations des œufs de consommation TNO Moyenne des calibres G et M (€/100)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Les Marchés

Le manque d'œufs permet le maintien d'un niveau élevé de cotation TNO. En prix moyen consommateurs sur janvier et février 2025, les œufs code 3 (cage) sont vendus plus chers que les années précédentes. Les œufs code 2 (au sol),

1 (plein air) et 0 (bio) sont vendus à des prix proches de ceux de 2024. Tandis que le prix des œufs Label Rouge se trouve en deçà de son niveau de 2023 et 2024 et n'a cessé de diminuer sur le premier trimestre 2025.

La hausse de +1,6 % de la production d'œufs permet à la France de conserver sa place de premier producteur européen en 2024. Elle ne permet pas en revanche de répondre à la demande encore soutenue en 2025, laissant des parts de marchés aux importations.

Concernant les échanges, après une année 2024 synonyme de hausse des imports, la tendance se poursuit sur les deux premiers mois de 2025. Malgré des exportations en légère hausse en volume, en cumul sur les deux premiers mois de 2025, le solde commercial français en œufs coquilles et en ovoproduits confondus est déficitaire en volume et en valeur. Seul, le solde commercial en ovoproduits est excédentaire. Les importations pourraient être freinées du fait des nombreux cas d'IAHP sur les poules pondeuses notamment en Pologne. En dépit du franchissement du seuil limite d'activation des droits de douane, l'Ukraine est par contre

devenue le premier pays exportateur d'œufs vers l'UE (78 % de ses débouchés en 2024). Mais jusqu'à présent, la France importe peu en provenance d'Ukraine (0,1 % des importations européennes en provenance d'Ukraine sont commercialisées en France).

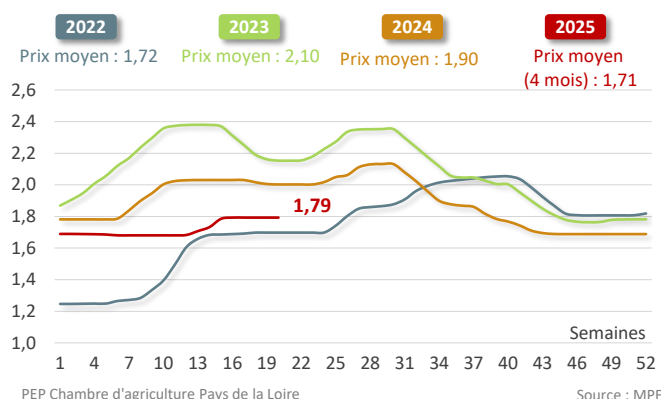
Au plan réglementaire, la Commission européenne devrait annoncer prochainement les propositions visant à interdire l'utilisation de cage. La France est déjà avancée sur le sujet. La part d'œufs en cage diminue dans tous les segments de consommation : œufs coquilles (18,3 % en 2024 contre 30,1 % en 2020), ovoproduits (42 % en 2024 contre 55 % en 2020), RHD (66,7 % en 2024 contre 84,3 % en 2020).

Sur le sujet de l'ovosexage, la filière française continue aussi de s'organiser. Depuis le 1^{er} mars, un nouvel accord de contribution au financement de l'ovosexage s'applique pour dix-huit mois. Il s'étend à tous les œufs sortis de centres de conditionnement via les grossistes et les détaillants y compris pour le débouché RHD. Seuls les fabricants d'ovoproduits restent exclus de cette contribution.



VIANDE PORCINE : DES PRIX QUI STAGNENT EN FRANCE

Cotations du porc cadran français (€/kg)



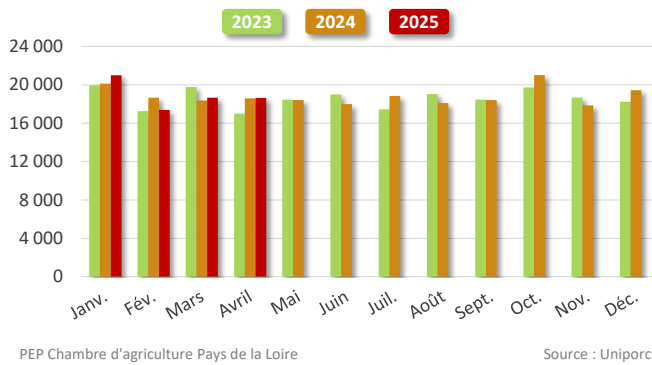
Après une légère progression en avril, le cours du porc au cadran français s'est stabilisé à 1,79 euros/kg depuis la semaine 16. Il enregistre une baisse de -11 % par rapport à mai 2024. A contrario, le cours du porc de nos voisins européens affiche une hausse beaucoup plus

importante, ce qui fait craindre un manque de compétitivité chez nos producteurs français.

La demande a connu un petit rebond avant Pâques, mais s'est ralentie ensuite, en raison des nombreux jours fériés en mai et d'une météo capricieuse notamment pour les produits destinés aux barbecues, traditionnellement porteurs à cette période.

En avril 2025, sur douze mois glissants, les volumes abattus enregistrent une légère progression de +1 % en tonnage et sont quasiment stables en têtes par rapport aux douze mois antérieurs. Cette relative amélioration résulte à la fois des gains de productivité des truies et de la hausse des poids de carcasse. Le cheptel de truies a en effet poursuivi son recul (-1,8 % selon la dernière enquête cheptel de décembre).

Evolution de la production porcine en Pays de la Loire (tonnes)



En Pays de la Loire, la production de porcs charcutiers est relativement stable en tonnage et en têtes en cumul sur les quatre premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024

(respectivement de -0,1 % et -0,2 %). L'offre et la demande françaises tendent à s'équilibrer.

A l'export, les incertitudes persistent encore avec la Chine au sujet de la procédure anti-dumping sur la viande de porc européenne et le risque de surtaxes sur les produits.

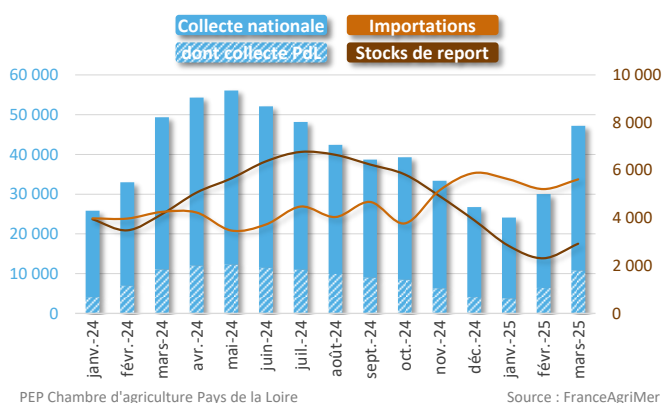
Par ailleurs, la menace de la FPA (fièvre porcine africaine) qui s'approche des frontières françaises, pèse toujours sur l'Europe. Si le virus arrivait sur le territoire français, l'impact sur la filière pourrait alors être conséquent : baisse des exportations, décrochage du cours du porc, mise en place de mesures de restriction dans la circulation des porcs et la commercialisation des produits dans les entreprises d'abattage et de transformation.



LAIT DE CHÈVRE : REPLI DE LA COLLECTE ET TENSIONS SUR L'APPROVISIONNEMENT

En cumul sur le premier trimestre 2025, la collecte nationale de lait de chèvre enregistre une baisse de -6 % comparée à la même période 2024. Cette baisse est également constatée en Pays de la Loire (-5 %). La tendance nationale semble se poursuivre en avril et en mai d'après les estimations de FranceAgriMer. Les conditions climatiques défavorables et la qualité médiocre des fourrages sont identifiées comme les principaux facteurs limitant la production.

Disponibilités françaises du lait de chèvre



Les transformateurs caprins font face à une baisse globale de leurs approvisionnements en lait de chèvre. Ils sont contraints d'utiliser leurs

stocks face à une collecte encore limitée. En conséquence, le stock de produits de report caprins fin mars enregistre une baisse de près de -30 % par rapport à 2024. Pour répondre à ce déficit, les transformateurs ont importé près de 6 millions de lait de chèvre. Ainsi, les importations augmentent de +35 % en cumul sur le premier trimestre comparé à 2024.

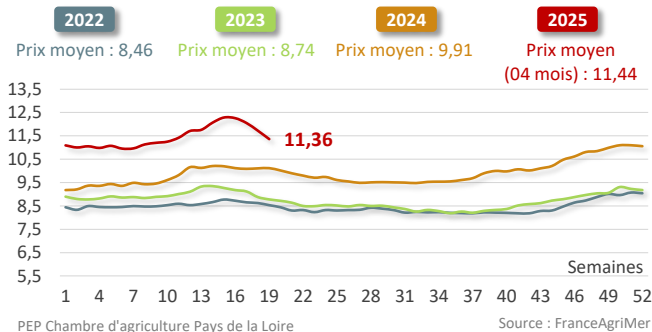
Les fabrications industrielles de fromage au lait de chèvre reculent de -2,4 % sur les trois premiers mois alors qu'elles ont progressé en ultra frais (+3,6 %). A l'export, les volumes reculent légèrement (-1 %). S'agissant du fromage frais de chèvre biologique, les fabrications ont fléchi de -6 % comparativement à l'année dernière.

Le prix du lait de chèvre en Pays de la Loire demeure stable sur le premier trimestre par rapport à l'an passé. Les charges d'exploitation poursuivent leur repli, comme en témoigne l'indice IPAMPA lait de chèvre, en baisse de -3 % en mars 2025 sur un an. Cette diminution est principalement portée par la baisse du coût de l'aliment (-4 %) et de l'énergie et lubrifiants (-14 %).



VIANDE OVINE : UNE DEMANDE ET DES COURS DYNAMISÉS PAR LA FÊTE DE PÂQUES

Cotations régionales agneaux 3 (couvert),
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir -
Zone Nord (€/kg)



Après avoir atteint un niveau record à Pâques, les cours de l'agneau entament leur traditionnelle baisse saisonnière consécutives aux fêtes de Pâques. Toutefois, le prix se maintient du fait de la faiblesse de l'offre.

Sur le premier trimestre 2025, malgré des carcasses plus lourdes, les abattages d'agneaux et de réformes reculent de -18 % à 16 000 tec par rapport à la même période de 2024. Cette baisse est imputable au décalage des fêtes de

Pâques au mois d'avril cette année alors qu'elles ont été fêtées le 31 mars l'année dernière. Les abattages ont par contre bondi de +27,5 % de têtes abattus en avril par rapport à 2024.

Les échanges en vifs et en viande ont globalement ralenti sur le premier trimestre 2025. Les importations d'agneaux espagnols vivants (totalisant 13 000 têtes) ont diminué de -43 % par rapport à 2024. Les exports d'agneaux vivants (110 000 têtes) ont reculé de -13 % sur la période.

Concernant les importations de viande ovine, ce sont 20 000 tec (hors transit de la viande du Royaume-Uni) qui sont arrivées sur le territoire français en 2025, en recul de -5 % par rapport à 2024.

La filière fait face à deux enjeux de taille : la lutte contre la FCO et l'arrivée du loup sur le territoire. Des cellules de veille du loup sont mises en place dans quatre des cinq départements des Pays de la Loire : Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.



VIANDE DE LAPIN : VERS UN RALENTISSEMENT DE LA DÉCONSUMATION ?

La consommation de viande de lapin par habitant a très peu diminué entre 2023 et 2024 comparativement aux huit dernières années. Le lapin entier continue d'être délaissé au profit de morceaux et la viande de lapin est particulièrement déconsommée à domicile (-33 % de volumes achetés en GMS entre 2020 et 2024). Cependant, elle résiste mieux auprès des grossistes pour revente en boucheries ou en RHD. La filière cunicole génère un solde commercial positif qui s'est encore amélioré en 2024. L'export, qui représente 15 % des volumes en 2024, a tendance à progresser vers l'Espagne et l'Italie. Le grand export progresse aussi notamment vers les Etats-Unis. Ce marché

pourrait être perturbé en 2025 à cause des mesures protectionnistes annoncées par Donald Trump.

La production française poursuit sa baisse au premier trimestre 2025 (-2,9 % par rapport à 2024). Les Pays de la Loire confortent leur place de première région productrice. En 2024, elle représentait près de 46 % des femelles en production. En 2025, avec l'arrêt du groupement Sud-Ouest lapin, la production se concentre un peu plus dans le Nord-Ouest.

Le sélectionneur Hycote a cessé son activité en France le 8 janvier 2025. La France compte à ce jour un seul sélectionneur : Hypharm.

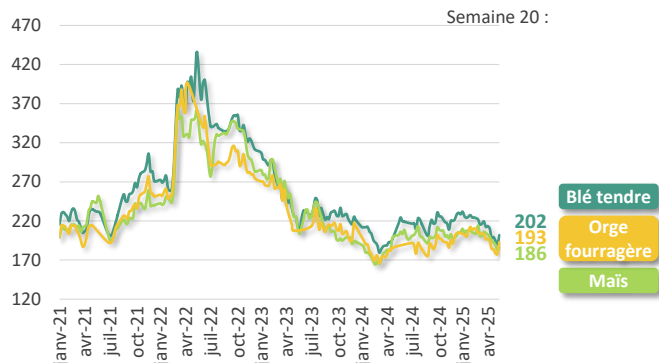
Comme pour la volaille, la réglementation européenne sur l'interdiction de l'utilisation de cage représente un défi pour la filière. Aujourd'hui, les groupements estiment à 10 % la part de lapins élevés au sol. La filière française

s'organise pour accompagner cette transition vers l'élevage au sol : contractualisation sur plusieurs années avec majoration du prix, marque « Lapin et Bien »...



GRANDES CULTURES : LES PERSPECTIVES DE RECOLTE PÈSENT SUR LES MARCHÉS

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



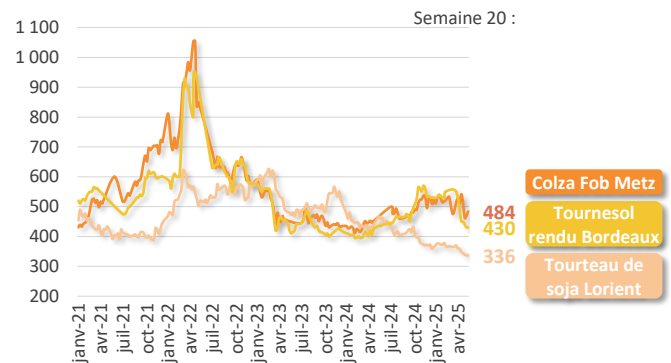
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le marché des céréales subit la pression d'un contexte plurifactoriel et baissier depuis plusieurs mois notamment les incertitudes inhérentes à l'environnement macro-économique et géopolitique.

Les annonces successives de taxation réciproque des échanges de biens et de services entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, ont pesé sur les cours mondiaux en ralentissant la demande mondiale et en alourdissant les stocks de report de la campagne 2024-25 de blé (depuis les précédentes estimations). Les perspectives de récolte 2025-26, plutôt favorables pour le moment contribuent également à ce contexte baissier. Le dernier rapport USDA du 12 mai projette en effet des productions mondiales de blé et de maïs en hausse et à des niveaux records pour la campagne 2025-26.

Concernant les oléagineux, les fondamentaux du colza sont globalement tendus en cette fin de campagne au Canada et en Europe. L'équilibre des bilans 2025-26 dépendra du niveau de la prochaine récolte canadienne et européenne, mais également en Ukraine, principal fournisseur de l'Europe. Les prix du colza sont cependant contenus par la double pression du complexe soja (bien approvisionné) et du marché du pétrole.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Mais la période du Weather Market (impact du risque climatique sur la production et les marchés) n'est pas terminée et comme les campagnes précédentes, l'évolution des conditions de cultures sera déterminante jusqu'à l'été que ce soit en céréales ou en oléagineux. A l'instar de la région de la mer Noire, où quelques craintes climatiques sont venues animer les marchés, mais ces éléments haussiers ne sont pour le moment pas suffisants pour inverser la tendance. Des pluies sont également attendues dans le nord de l'Europe et en France. Le déficit pluviométrique dans le nord de la France a d'ailleurs amené FranceAgriMer à dégrader la notation des conditions de certaines cultures.

D'après les dernières statistiques publiées par Agreste, l'ensemble des surfaces en céréales (hors maïs fourrage) progresse de +2,1 % sur un an après un recul de -3 % en 2024, mais est inférieure de -2,4 % à la moyenne quinquennale 2020-24. Du fait du rééquilibrage entre cultures d'hiver et cultures de printemps, les surfaces en maïs grain reculent d'environ -8 % depuis l'année dernière et de -3 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020-24. Cette baisse s'inscrit également dans une tendance de plus long terme, la surface en maïs grain reculant en

moyenne de -1,1 % par an en France depuis dix ans. Les surfaces en oléagineux connaissant également un rééquilibrage de -5 % sur un an pour revenir à la moyenne quinquennale 2020-24. Cette stabilité apparente masque une

progression du colza et un recul du tournesol. On observe des tendances similaires en Pays de la Loire pour les céréales, mais par contre un recul plus prononcé des oléagineux, le colza comme le tournesol.



CULTURES LÉGUMIÈRES : DES CONDITIONS CLIMATIQUES RESPONSABLES DE LA MOINDRE QUALITÉ DES LÉGUMES LIGÉRIENS

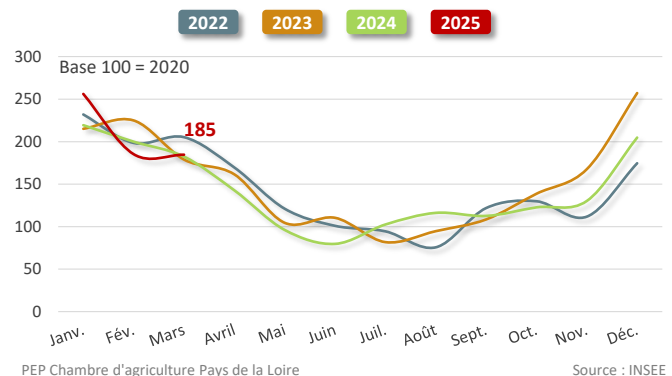
L'ensemble de la filière légumes a dû composer avec une météo souvent humide et alternant froid et douceur au début d'année 2025. Le poireau, le radis et la mâche ont vu leur qualité particulièrement altérée. Excepté un faible nombre de productions, les cours se sont maintenus à un niveau supérieur à ceux du premier trimestre 2024 et à la moyenne quinquennale 2020-24.

Les légumes d'hiver ont fait une bonne fin de campagne. La demande a été active en courges. La production de butternut s'est bien écoulée et à des prix satisfaisants après une hausse en janvier. Après un mois de janvier synonyme de forte demande et de prix à la hausse, l'endive et le chou-fleur ont été moins plébiscités en février. Les cours se sont érodés pour favoriser la commercialisation.

Radis et mâche ont été doublement sanctionnés par la météo de ce début d'année. La demande a été atone, le développement végétatif a été freiné et la qualité du produit dégradée. De plus, le Grand Ouest a été concurrencé par les régions du Sud (bassin lyonnais et Provence) qui ont bénéficié d'un climat plus propice et d'une récolte en quantité et en qualité. Les opérateurs ont revu plusieurs fois les cours à la baisse pour rester compétitifs. Après un hiver difficile pour le poireau (faible rendement, moindre qualité, récolte difficile et temps de préparation allongé), il a fini la campagne avec une demande modérée, mais présente et a bénéficié de cours fermes (+9 % en mars par rapport à la moyenne quinquennale).

Selon les prévisions du Ministère, la production de tomates des Pays de la Loire pour le marché du frais est estimée à 90 700 tonnes pour la campagne 2025, en baisse de -8 % par rapport à 2024, mais en hausse de +2 % par rapport à la

Evolution indicielle du prix de vente de la tomate



moyenne quinquennale. La demande en tomates gros fruits (grappes, côtelées, allongées) a été dynamique et tournée vers l'origine France. En avril 2025, les prix ont été supérieurs de +12 % à ceux de la campagne 2024 et de +3 % à la moyenne 2020-24. A la mi-mai, l'offre a encore progressé, alors que la consommation a ralenti. Seuls les cours des tomates côtelées se sont maintenus, les autres se sont repliés. La tomate cerise a fortement été pénalisée pour la présence de produits d'importation, notamment une présence plus importante de l'origine Maroc dans les étals. Sur les dernières semaines, certains producteurs ont fait des dons aux banques alimentaires faute de pouvoir écouler leur production. Auparavant, la disponibilité du produit marocain suivait une saisonnalité et était disponible en format 250 grammes essentiellement. Cette année la tomate cerise marocaine persiste sur le marché malgré l'arrivée de la tomate cerise française. D'après l'AOP tomates concombres, les distributeurs l'utilisent comme produit d'appel à moins d'un euro les 250 grammes et transfèrent leur marge sur la tomate cerise française qu'ils proposent à un prix trois fois supérieur.

Le marché du concombre a été fluide jusqu'à son pic de production en semaines 18 et 19. La

demande à la recherche de produits français a été dynamique pendant les ponts du mois de mai, mais le marché est resté lourd face à une offre abondante. La situation s'est ensuite dégradée sur fond de baisse de la consommation entraînant

les prix payés aux producteurs à la baisse. Le regain de production du bassin nantais comme des régions du Sud fait d'autant pression sur le marché ces dernières semaines.



VITICULTURE : UN POTENTIEL DE PRODUCTION LIMITÉ EN 2025 ET PLUSIEURS ENJEUX A RELEVER

D'après un dossier spécial viticulture publié dans la Loire-Atlantique Agricole, le vignoble nantais est confronté à plusieurs défis. D'un point de vue conjoncturel, la succession d'aléas climatiques a pesé sur la production et tendu les trésoreries des exploitations, ce d'autant plus en raison des imperfections du système assurantiel. Il faudrait par ailleurs renouveler une partie du vignoble, vieillissant et en perte de potentiel de production, pour viser un rendement minimal de 50 hectolitres/hectare au lieu de 40 en moyenne aujourd'hui. S'agissant de la prochaine récolte, elle ne devrait pas être pléthorique, mais correcte contrairement aux dernières années. Le contexte géopolitique pèse aussi sur les marchés en menaçant le potentiel d'exportations vers les Etats-Unis dans le contexte actuel d'escalade tarifaire déclenché par l'administration américaine au cours du printemps. Sur le marché intérieur, la consommation suit globalement une tendance baissière, le vin accompagnant désormais un moment de convivialité. Le Muscadet présente des atouts pour alimenter ce marché, à la condition que la surface en production du vignoble nantais ne recule pas trop.

D'après un dossier similaire publié dans l'Anjou Agricole, la campagne culturale 2025 est également plus simple que celle de 2024 en Anjou, avec peu d'aléas climatiques subis jusqu'en ce début de mois de juin. Le potentiel de rendement est cependant jugé plutôt faible en raison des mauvaises conditions météorologiques survenues à différents stades au cours de l'année 2024. Il pourrait par contre être encore plus impacté si les conditions sèches du printemps se poursuivaient jusqu'à la récolte. S'agissant de la commercialisation, les différents vins d'Anjou-Saumur s'en sortent plutôt bien sur le marché intérieur à l'exception des rosés qui représentent la moitié du vignoble. Leur consommation a reculé de -6 % au premier trimestre 2025 par rapport à la campagne précédente qui elle-même s'était achevée sur une baisse significative. Le millésime 2023 est encore présent dans les rayons de la grande distribution et des cavistes, ce qui rend difficile l'écoulement du 2024. La tenue de certains des marchés export des vins d'Anjou-Saumur est également dépendante du contexte géopolitique et des négociations en cours pour limiter le risque d'escalade tarifaire.



ARBORICULTURE : DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET DES PRIX PLUS FAVORABLES EN 2025

Malgré un hiver très humide, la floraison des vergers de pommiers et de poiriers a été abondante en Pays de la Loire et les conditions météorologiques de ce printemps ont épargné les exploitations de la région (pas de gel, ni de grêle). La gestion de l'éclaircissage et de la protection contre les ravageurs, notamment pucerons est toutefois délicate.

En début d'année 2025, le commerce de la pomme est peu dynamique. Des offres promotionnelles sont présentes en GMS afin de stimuler la consommation. Fin mars, les opérateurs ralentissent leurs ventes grand export en raison de l'arrivée des concurrents de l'hémisphère Sud (Chili, Afrique du Sud).

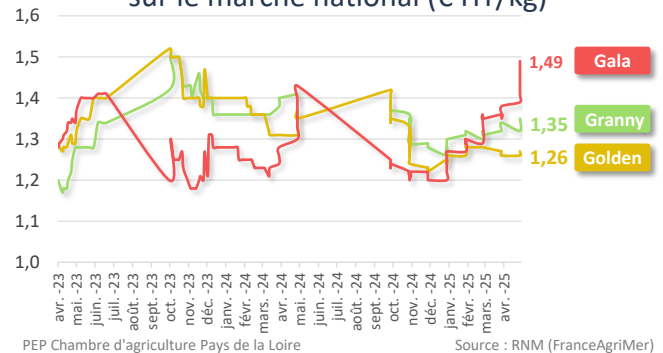
La demande en poire est plus active, l'offre française se concentre sur les poires du Centre

Ouest. Elle est complétée par des poires de l'UE faute de disponibilité française. Néanmoins à partir de fin mars, les consommateurs sont demandeurs d'autres fruits comme la fraise et le kiwi.

Fin avril 2025, les stocks français de pommes dépassent leur niveau de 2024 (+17 %). Ils se situent même au-dessus des stocks de la moyenne quinquennale 2020-24 (+11 %) tandis que les stocks de poires sont en deçà de -6 % de leur niveau d'avril 2024 et de -43 % par rapport à la période 2020-24. En pommes comme en poires, la qualité est présente dans le Centre-Ouest. Les cours sont supérieurs à la moyenne quinquennale sur les trois premiers mois de l'année. Les poires et les pommes Gala affichent des cours supérieurs à l'an passé sur février et

mars. A l'inverse, les cours de la Golden (1,28 euro en février et mars) sont inférieurs à ceux de 2024 (1,38 euro en février et 1,34 euro en mars).

Evolution de la cotation des pommes
cat.I 170/220g plateau 2rg
sur le marché national (€ HT/kg)



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : DES CONSOMMATEURS TOUJOURS PRÉSENTS, MAIS DES VOLUMES ACHETÉS EN BAISSSE

La filière horticulture et pépinière voit son chiffre d'affaires progresser de +3,5 % au deuxième semestre 2024 par rapport à 2023. Il est tiré par les prestations d'entretien des jardins (+5,5 % de chiffre d'affaires). En 2024, le nombre d'acheteurs de produits horticoles et de pépinière s'est stabilisé, mais les volumes achetés et le budget alloué à cette dépense par les foyers suivent une tendance baissière.

Sur les quatre premiers mois de 2025, les prix des produits de l'horticulture connaissent une hausse de près de +23 % par rapport à la période 2020-24.

Le 1^{er} mai est une date importante pour la filière horticole des Pays de la Loire, la région produisant 85 % du muguet français. Cette année, la récolte débutée à la mi-avril s'est réalisée dans de meilleures conditions climatiques que l'an passé. La qualité était satisfaisante : brins longs et bien garnis en clochettes.

L'activité des pépiniéristes reste dynamique auprès des professionnels (dont les collectivités). Elle a été en revanche plus atone auprès des particuliers en raison de l'hiver pluvieux qui n'a pas permis une bonne plantation des arbres et arbustes dans les jardins.



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •
Edition : juin 2025 – Version n°3

Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 55

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr

Sarah BIGOT Tél. 02 41 18 60 60

Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr

Chloë BIOCHE Tél. 02 41 18 60 60

Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr

Clémentine LIBEER Tél. 02 41 18 60 51

Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité